

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Congrès de l'Internationale Socialiste

Introduction à "Une autre mondialisation est nécessaire"

- International -

Date de mise en ligne : samedi 16 août 2003

Démocratie & Socialisme

Les années '80 et '90 resteront dans l'histoire comme la période ayant vu l'accélération de la mise en oeuvre des préceptes néo-libéraux. En élèves appliqués des théories de l'école de Chicago, Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont façonné un ordre économique international voué au culte du profit, au bienfait de la concurrence et à la limitation du rôle de l'Etat. Vingt ans plus tard, le "Consensus de Washington" et ses corollaires, privatisation, dérégulation, ajustement structurel, mise en concurrence des systèmes sociaux et fiscaux, continue de creuser le fossé Nord-Sud.

Repoussant sans cesse ses frontières et ses garde-fous, le capitalisme est entré dans un nouvel âge. Ce nouveau capitalisme financier transnational qui vise à la marchandisation sans limites de toutes les activités humaines, notamment celles qui relevaient des services publics, est caractérisé par la domination de la sphère financière, la logique spéculative, la dictature du court terme et des rendements rapides, ainsi que la mise en concurrence des pays et de leurs systèmes fiscaux et sociaux à l'échelle mondiale. Celle-ci pousse les gouvernements à abaisser le coût du travail et les protections collectives, à renoncer à la maîtrise de certaines ressources naturelles, pour mieux attirer les investisseurs.

Malgré la succession de crises financières et monétaires en Amérique latine, en Asie, en Russie, malgré les désastres économiques et sociaux de leur politique dans de nombreux pays, malgré les critiques croissantes venant parfois de leur propre rang, les institutions financières internationales ont continué aveuglement à imposer leurs prescriptions néo-libérales. Aujourd'hui encore, malgré l'initiative PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés), de nombreux pays d'Afrique se voient demander de rembourser au titre de la dette à des organismes financiers du Nord davantage qu'ils ne consacrent à l'éducation et à la santé. Le FMI exige du Brésil un excédent budgétaire (3,75%) réduisant les marges d'action économique et social du gouvernement qui doit faire face à plus de 40 millions de personnes en situation de grande pauvreté, et menaçant l'espoir de nouveau démocratique suscité par l'arrivée de Lula dans tout le continent.

L'OMC de son côté, a ajouté depuis sa création en 1995, des disciplines commerciales fondées sur une vision reposant exclusivement sur les biens faits supposés du libre échange dans un contexte dominé par l'inégalité entre les partenaires, où les pays industrialisés se gardent bien de renoncer aux protections et aux subventions qu'ils interdisent à ceux du Sud. Si elle ne sont pas rapidement encadrées, les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aggraveront encore ses inégalités, maintiendront de nombreux pays dans la dépendance de quelques matières premières et produits d'exportation non transformés, la part des PMA, qui est déjà passé de 0,6 à 0,4 % du commerce international, continuera de régresser. L'AGCS généralisera dans les pays en développement, mais également en Europe, pour le plus grand bénéfice de quelques grands groupes transnationaux, la privatisation des secteurs de l'eau, de l'énergie, puis d'une partie de l'éducation, de la santé. Les règles sur la propriété intellectuelle qui continuent à faire peser des contraintes sur l'accès aux médicaments, faciliteront la marchandisation du vivant, des plantes, des semences, des gènes humains.

Cette nouvelle donne économique n'est pas désincarnée et c'est aussi accompagné de la domination croissante de la superpuissance américaine. Dès la fin de la guerre froide, Washington théorisait une nouvelle doctrine de sécurité où sa domination serait incontestée et incontestable. Le traumatisme et le choc du 11 septembre ont été utilisés par une partie de l'Administration américaine et le clan néo conservateur pour imposer un agenda qui lui préexistait. La guerre contre le terrorisme justifie le recours à l'unilatéralisme, l'instauration d'un état d'exception et de guerre permanent qui participe plus à l'instabilité mondiale qu'à la mise en place d'un système international sur, moteur d'un développement économique équitable et partagé.

De nombreux conflits en cours, à commencer par celui du Moyen-Orient, sont sources de frustrations dont la portée sont difficilement mesurables et qui projettent un modèle de "guerre de tous contre tous" dont les valeurs démocratiques des socialistes ne sortiront pas vainqueur.

Introduction à "Une autre mondialisation est nécessaire"

Face à la conception du monde comme une vaste zone de libre-échange concurrentiel, à l'aggravation des inégalités mondiales, au scandale de la dette, à l'absence de transparence des organisations internationales, une conscience civile mondiale a émergé de Seattle à Porto Alegre, de Gênes à Florence.

Les mobilisations citoyennes et altermondialistes de ces dernières années ont eu pour première conséquence de mettre fin à la dictature libérale de Tina ("There is no alternative !"). Une deuxième conséquence est la mise à l'ordre du jour de l'agenda politique mondial de "l'humanisation" de la mondialisation. De Davos aux sommets du G8 en passant par le nouveau "Doha Development Round" de l'OMC, le thème est récurrent. L'utopie qu'un autre monde est possible est né de la conjonction des rassemblements des Forum sociaux de Porto Alegre, d'Addis Ababa, de Florence ou d'Hyderabad ; des mouvements populaires de citoyens frappés par les crises sociales et économiques (Cacerolazos en Argentine, Cocaleros en Bolivie, mouvements sociaux en Europe,...) et des manifestations organisées dans le cadre de sommets internationaux (Seattle, Prague, Evian, ...). La création d'espaces de discussion à l'échelle planétaire et la formation d'une opinion publique mondiale est annonciateur de la demande d'un retour du politique.

les socialistes doivent faire le choix d'un projet reposant sur la régulation politique et citoyenne aux différents à tous les niveaux pertinents, locaux et nationaux quand cela reste possible et souhaitable, continentaux ou sous continentaux et globaux quand la nécessité de réponse à l'échelle de la mondialisation l'exige. Un projet alternatif de gouvernance mondiale doit se construire sur la base d'expériences d'intégration régionale en cours, tel que l'Union européenne, ou en développement, tel que le MERCOSUR ou l'Union africaine. Un autre modèle de relations internationales fondé sur la mondialisation du droit et du multilatéralisme, des nouvelles règles de commerce et la réforme de système des Nations Unies sont au coeur d'un projet progressiste.

L'Internationale socialiste est un instrument sous-employé par les socialistes. Après avoir vécu une première phase de changement dans l'après guerre froide par l'accroissement du nombre de partis membres, l'IS doit opérer une révolution interne. L'IS ne peut plus se contenter d'être un cadre de rencontre mais doit devenir le lieu de notre engagement quotidien, portant le message des socialistes pour une autre mondialisation et participant à la construction d'un nouvel espace de conquêtes sociales ; le monde.